



Le 30 juillet 2006

Monsieur Frank Swedlove
Président
Groupe d'action financière
GAFI / FATF
2, rue André Pascal
75775 Paris Cedex 16
FRANCE

Monsieur Swedlove,

Nous vous présentons nos sincères félicitations pour votre récente nomination à la présidence du Groupe d'action financière (GAFI). Il ne fait aucun doute que votre contribution remarquable au sein du gouvernement fédéral canadien vous servira dans vos nouvelles fonctions. Nous vous souhaitons beaucoup de succès.

Nous représentons l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC), un réseau international réunissant plus de sept cent parlementaires provenant de plus de 70 pays. L'objectif fondamental de la GOPAC consiste à veiller à ce que les parlements exercent leur pouvoir de surveillance à l'égard de leur gouvernement de manière efficace et luttent contre la corruption. Selon la GOPAC et ses membres, la corruption et le blanchiment de capitaux sont des activités injustifiées, déstabilisantes et inappropriées sur le plan économique qui ont des effets dévastateurs dans les pays et sur ses habitants.

Nous croyons que la mission et les objectifs du Groupe d'action financière (GAFI) et de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) se rejoignent et, par conséquent, nous souhaitons vous proposer une collaboration et une coopération plus étroites. Plus précisément, la GOPAC demande respectueusement qu'on lui accorde le statut d'observateur au sein du Groupe d'action financière.

Voici un bref aperçu de la GOPAC et de son mandat. Vous trouverez de plus amples informations sur notre site Web (<http://www.gopacnetwork.org>). Pour atteindre notre objectif, nous avons établi trois programmes qui constituent le fondement de notre organisation :

1) *Soutien par les pairs aux parlementaires* engagés dans la lutte contre la corruption. Les parlementaires doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls sur la route parfois isolée et ardue de la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux. Le soutien par les pairs comporte notamment le mentorat dispensé par des parlementaires chevronnés à d'autres parlementaires, surtout aux nouveaux parlementaires, sur le rôle du Parlement en tant qu'institution chargée de responsabiliser et de surveiller le gouvernement, au nom de l'ensemble des citoyens de leur pays.

2) *Programmes de formation à l'intention des parlementaires*, d'une façon plus officielle, pour leur faire mieux comprendre leur rôle de surveillants du gouvernement. Nous envoyons nos jeunes à l'université pour qu'ils deviennent avocats, médecins, ingénieurs, comptables, etc., mais sans qu'ils n'aient reçu de formation sur leur rôle, nous nous attendons à ce que les parlementaires agissent en professionnels pour surveiller la nation. Notre initiative de lutte contre le blanchiment de capitaux est un élément clé de ce programme parce que les parlementaires du monde entier comprennent parfaitement le lien entre la corruption et le blanchiment de capitaux, et en ont été témoins.

3) *Faire preuve de leadership pour obtenir des résultats* en identifiant des objectifs clairs en commençant par des cibles et des étapes modestes quant à ce que nous pouvons faire pour contrer la corruption et le blanchiment de capitaux. C'est en mesurant les résultats obtenus grâce à ces actions et objectifs, que la GOPAC et ses sections pourront démontrer leur efficacité en tant qu'organisation.

Depuis 2003, la GOPAC et ses membres, sous la direction de l'honorable Roy Cullen, sont engagés dans la lutte contre le blanchiment de capitaux. Notre organisation a animé des ateliers en Afrique de l'Est (2003), en Amérique latine et dans les Caraïbes (2005 et 2006) et en Europe de l'Est (2005) qui ont fourni aux parlementaires les informations clés et l'accès aux ressources, pour les aider dans leur lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Nous avons également discuté, entre parlementaires, de la façon de mettre sur pied un système efficace de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme tout en tenant compte de la dimension politique de ce défi de taille. Vous trouverez ci-joint une déclaration signée par tous les participants lors de notre plus récent atelier de formation qui s'est déroulé à Mexico réunissant des parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes.

Des parlementaires de partout dans le monde ont exprimé le vif désir d'obtenir plus d'informations et de formations sur le blanchiment de capitaux. Ils souhaitent plus particulièrement connaître quels sont les outils législatifs ou autres auxquels ils ont accès et qui peuvent les aider à réduire ou à éliminer le blanchiment de capitaux dans leurs pays respectifs.

La GOPAC souhaite faire partie du GAFI à titre d'observateur. En tant qu'organisation qui a une « *fonction ou mission particulière dans la lutte contre le blanchiment de capitaux* » et qui représente une institution qui joue un rôle clé dans le cadre du projet de lutte contre le blanchiment de capitaux, nous croyons qu'une association entre nos deux organisations serait avantageuse à tous. Il nous fera plaisir de discuter avec vous de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption et d'une collaboration éventuelle avec le Groupe d'action financière au moment qui vous conviendra.

Veillez recevoir, Monsieur, nos salutations les plus sincères.

John Williams, député

Député (Canada)

Président, Section canadienne (GOPAC)

Président, GOPAC

Hon. Roy Cullen, député

Député (Canada)

Président, Initiative de lutte contre le

blanchiment de capitaux (GOPAC)

Pièce jointe :

Déclaration de la GOPAC (Mexico, Mexique, 2006)